



Note de lecture

Titre de l'Ouvrage : **Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique**

Auteur : **Nicolas Agbohohou**

Note de lecture faite par : Tenkeng Samory

Nicolas Agbohohou est Ivoirien et Professeur d'économie politique en France. Il est étudiant du Professeur Tchuindjang Pouemi Joseph, bien connu pour son livre unique en son genre : *Monnaie, servitude ou liberté. Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique* comporte 299 pages. L'ouvrage a été édité pour la première fois en 1999 et réédité en 2008, à la veille de la vague des revendications populaires taxées d'émeutes de la faim. Il descend de sa chair d'économiste pour faire dans un style simple et un langage courant, loin du jargon des amphithéâtres. L'ouvrage est abondamment illustré par près de 700 citations. Il met à nu les mécanismes qui entourent le franc CFA et fait une projection dans l'avenir de l'Afrique noire. Deuxième Africain à mettre le doigt sur une plaie qui dure déjà depuis 67 ans, son mérite est d'avoir offert une opportunité à tous ceux qui n'aiment pas la lecture et surtout l'économie, de ne pas laisser tomber ce livre quand on l'a déjà ouvert. Tant il est ponctué de citations, d'anecdotes et des faits. On a presque envie de croire qu'on est dans un autre monde, tellement les acteurs qu'il cite sont crus, pas besoin d'être professeur de syntaxe pour comprendre. C'est à peine incroyable ce que révèle l'auteur sur les manigances organisées par la France pour maintenir dans l'esclavage des centaines de millions d'Africains Noirs par le biais de la monnaie. Plus besoin de faire la chasse à l'homme et des travaux forcés. Les pays africains de la zone franc sont au service de la France et de toute l'Europe occidentale par le biais de l'Euro auquel est arrimé le FCFA. Nous allons donc voir en quoi le FCFA et l'Euro sont contre l'Afrique et ce qu'il faut faire pour les combattre. Voyons donc pourquoi depuis 53 ans, les pays qui ont vêtu de force la camisole franco-française qui est le FCFA, au lieu de se développer, régressent au fil du temps sans susciter la moindre attention de ceux qui sont à son chevet et rassurent. Comprenons pourquoi des millions d'africains noirs meurent de faim.

Les mécanismes de fonctionnement du FCFA ou les causes réelles du sous-développement structurel de l'Afrique noire

Le FCFA est créé le 25 décembre 1945 par trois français qui ont une chose en commun : ce sont des colonialistes invétérés. Le franc des colonies françaises d'Afrique est donc une monnaie étrangère fabriquée dans l'imprimerie de la Banque de France à Clermont Ferrand et non dans les somptueux immeubles baptisés Banque centrale des Etats d'Afrique centrale ou de l'Ouest. C'est donc une monnaie française et non africaine. La monnaie incarne la souveraineté d'un peuple et est un outil précieux de développement social, économique et culturel. Pas de monnaie, pas d'indépendance politique. Seize pays sont concernés par le francs CFA, répartie dans trois blocs étanches : Comores avec la BCC (Banque Centrale des Comores), Afrique Centrale avec la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale) et Afrique de l'Ouest avec la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

Le franc CFA fonctionne exactement sur le modèle du Reichsmark allemand durant la domination allemande de 1939 à 1944. L'Allemagne pratiquait pendant cette période ce qu'Agbohohou appelle le nazisme monétaire. La France sortie de ce système va l'appliquer intégralement à ses colonies avec une dose de cynisme incroyable. Elle va jouer tour à tour sur

la parité entre le FCFA (Franc de la Communauté Financière d'Afrique) et le FF (Franc Français), la composition des Conseils d'administration des trois banques centrales, la composition des conférences des Ministres, le compte d'opération, la libre transférabilité des capitaux, la parité fixe, etc.

S'agissant de la parité entre le FCFA et le FF, la France a agit deux façons : en 1945, à peine sortie de la guerre, complètement ruinée, elle doit se reconstruire et pour s'assurer du monopole sur nos matières premières et empêcher la moindre concurrence avec les anglo-saxons et le marché mondial, elle dévalue sa monnaie et fixe la parité qui est $1\text{FCFA}=1,7\text{ FF}$. C'est-à-dire que le FCFA est plus fort que le FF. Les produits africains ainsi chers ne peuvent pas être compétitifs face aux produits concurrents français. Les résultats sont tellement satisfaisants pour la France qu'elle va dévaluer davantage sa monnaie en 1948, passant de $1,7$ à 2FF pour 1 FCFA . Le 27 décembre 1958, elle opère un revirement à 180° et crée un franc plus lourd pour amorcer l'exploitation des ressources. On entre en plein dans le nazisme monétaire. Elle change de stratégies d'appauvrissement et de reconquête économique des pays africains de la zone franc (PAZF). 1FF équivaut désormais à 50 FCFA . En effet, les Allemands pendant la domination au cours de la deuxième guerre mondiale avaient imposé une parité qui était $1\text{DeuschMark} = 10\text{FF}$, puis 20FF . Ces Marks de la domination ne devaient pas être utilisés en Allemagne. Avec cette parité, les allemands achetaient tout en France sans marchander, ce qui a permis de vassaliser, de piller et de ruiner financièrement la France. Cette parité choisie et imposée par le vainqueur n'était que l'expression d'une politique délibérément punitive à l'encontre de la France défaite. La parité imposée en 1958 par la France à ses colonies d'Afrique lui permet de s'octroyer des pouvoirs d'achat exorbitant en pays conquis, s'assurant ainsi les facilités d'exploitation de toutes les richesses locales. La dévaluation de 100% a eu des conséquences douloureuses sur les PAZF qui continuent encore d'en porter les séquelles. La dévaluation est un mécanisme structurel et non conjoncturel, loin d'être statique. La dévaluation est un moyen rapide de remplissage des caisses du compte d'opération en France contre le bien-être socio-économique des africains dont les capitaux prennent le chemin de l'exil alors que les populations sont en proie à la faim, aux maladies bénignes et à la misère obscure sans limite. Ces fléaux font disparaître le peuple noir tragiquement, permettant de freiner naturellement et de façon moins visible le taux de croissance démographique africain tant décrié.

Depuis 1999 avec l'avènement de l'Euro, la parité est de $1\text{Euro}=655,957\text{FCFA}$, soit une augmentation automatique de 13 fois le pouvoir d'achat des Européens. C'est en cela que l'Euro, monnaie forte auquel est arrimé le FCFA constitue une véritable bombe nucléaire néonazie de l'Europe contre les PAZF par la destruction massive des vies humaines sur le continent noir, due aux restrictions budgétaires des services sociaux (éducation et santé) et au chômage qu'elle impose. Une monnaie forte a pour objectif de constituer la référence, et les conséquences sont les restrictions budgétaires et l'austérité, c'est-à-dire la misère. La parité actuelle entre le FCFA et l'Euro permet à l'Afrique noire d'être un réservoir de matière première à très bon marché. Il n'y a que le cynisme pour expliquer qu'après ce nazisme monétaire, qu'on ait besoin des missiles et des bombes pour dialoguer avec les peuples d'Afrique.

Pour ce qui est de la composition des Conseils d'administration (CA) des banques dites centrales, la France après avoir constaté un envahissement quantitatif susceptibles de provoquer les consciences africaines et l'opinion internationale, décide en 1973 de corriger le quantitatif par le qualitatif. On arrive alors au droit de veto que la France impose par des jeux d'écriture. Le Conseil d'administration de la BEAC compte 13 membres dont 3 français, la BCEAO a 16 membres dont 2 français et la BCC compte 8 membres dont 4 français. En BEAC, les textes prévoient que pour délibérer, il faut un administrateur par Etat membre et un

français. Il suffit pour la France de bloquer 7 pays par son absence alors qu'en retour ceux-ci n'ont rien à dire sur ses affaires. En BCEAO, il est dit que toute modification des statuts se fait à l'unanimité des membres du CA. L'unanimité est ainsi le veto français qui permet à la France de pérenniser l'ordre monétaire colonial. Les Gouverneurs sont nommés par la France, car il est dit en BEAC que le Gabon propose après agrément des autres gouverneurs et la France. La France nomme ainsi un gouverneur aux pouvoirs immenses, acquis à sa cause pour l'organisation méthodique des désastres économiques des peuples noirs. La France est également présente dans les comités nationaux de crédits pour pérenniser la sous-industrialisation et le sous-développement. Nous n'oublions pas de mentionner qu'un autre organe très figuratif et appelé à prendre des décisions dites importantes est la Conférence des chefs d'Etat. L'usage du FCFA justifie et légalise les sacrifices inouïs imposés sans cesse aux peuples africains.

Le compte d'opération signifie que chaque pays de la zone CFA doit garantir sa monnaie en déposant au Trésor Français une bonne partie de ses recettes d'exportation. Avant 1973, il était de 100% des recettes d'exportation. C'est-à-dire que les PAZF exportaient et la France encaissait tout l'argent, exactement comme pendant l'esclavage. De 1973 à 2005, le compte d'opération était de 65% des avoirs extérieurs ; de 2005 à 2009, il est de 60% pour la BEAC et 50% pour BCEAO. Depuis 2009, il est de 50% pour BEAC et BCEAO et 65% pour BCC. Le compte d'opération est donc une saisie subtile des capitaux des PAZF pour empêcher de commercer librement avec le reste du monde. Cette monnaie militaire a permis à la France de s'attribuer toutes les devises des PAZF en 1945 au nom de l'alimentation prioritaire du compte d'opération ouvert à son propre Trésor. Les avoirs BEAC en compte d'opération en 2007 sont de 4311,7 milliards CFA et 3449,4 milliards CFA pour la BCEAO. Cette masse d'argent disponible au Trésor français est revendu en bourse tous les jours par la France qui se fait une fortune au détriment des PAZF. En plaçant 10 milliards \$ en bourse lorsque 1Euro=1,35\$ au lieu 1Euro=1\$ comme convenu avec les PAZF, la France gagne 0,35\$ par Euro converti, soit 3,5 milliards \$ équivalent à 1750 milliards CFA, donc la moitié du budget du Cameroun en un jour, sans rien travailler.

L'autre blessure du FCFA est la libre transférabilité des capitaux, c'est-à-dire qu'un Africain en France est libre comme l'Européen en Afrique de transférer ses fonds dans son pays d'origine. Sur les papiers, c'est une égalité apparente, mais les faits démontrent que ce sont les PAZF qui perdent. L'argent est à l'économie ce qu'est le sang à un organisme. Un pays qui perd ses fonds chaque jour est voué à l'anémie et à la mort. De 1970 à 1993, 1750,6 milliards \$ investi en Afrique CFA ont produit 2589,9 milliards \$, soit 1500 milliards \$ rapatriés. Les ménages non africains ont rapatriés dans la même période 3783,6 milliards CFA, soit 2200 milliards \$. Il y a donc une hémorragie financière institutionnalisée par le FCFA. Robert Galley disait en 1976 qu'« un franc investi en Afrique par la France rapporte 6FF au peuple français. » Mitterrand pendant sa profession de foi en 1988 a dit qu'« un franc investi en Afrique par la France rapporte 8FF... il faut se rendre à l'évidence, ce sont les pauvres qui financent les riches. » La libre transférabilité vise un seul but : Ne pas permettre aux capitaux étrangers de séjourner dans les banques en Afrique, ce qui pourrait augmenter les investissements et amorcer l'industrialisation tant recherchée de l'Afrique.

La libre convertibilité est une pratique qui consiste à convertir en devise toute la masse d'argent souhaité par les PAZF. Cette opération encourage la fuite des capitaux. En 30 ans d'indépendance selon le CNUCED, l'Afrique a perdu 400 milliards \$, soit le double de la dette extérieure du continent noir. Entre 1991 et 2004, l'Afrique a perdu chaque année 13 milliards \$, soit 7,6% du PIB annuel de l'Afrique noire. Une sortie vertigineuse a eu lieu en 2003 au nom de la libre convertibilité, 30 milliards \$.

La répartition des bénéfices. 15% vont dans le fonds de réserve obligatoire après constitution de toutes les réserves générales et spéciales ; la moitié du solde est affectée aux réserves facultatives et l'autre moitié peut être distribuée aux Trésors publics des Etats membres. En gros, la France retient 57,5% (15%+42,5%) du bénéfice réalisé sur les opérations autour du FCFA. Les Banques Centrales qui sont des entreprises françaises ne paient donc pas les impôts aux Etats membres.

L'autre manœuvre qui appauvrit l'Afrique est la parité fixe entre le FCFA et l'Euro. Le régime de change fixe contraint les PAZF à dépenser énormément leurs devises de change dans le soutien de leur prétendue monnaie par la Banque de France interposée. Toute monnaie a pour principe de fluctuer. Cette parité fixe est une véritable curiosité qui fait des accords monétaires entre la France et les PAZF, des traités léonins ou inégaux. Un CFA fort et fixe bloque les PAZF dans le moindre effort d'accumulation primitive et de compétitivité. Une monnaie flottante permet de faire les choix dans l'orientation de la productivité. Un Pays qui veut travailler et produire des biens commercialisables doit dévaluer sa monnaie. Quand il veut au contraire protéger son économie contre les produits étrangers, elle doit réévaluer sa monnaie. Cette dépendance légalise l'intervention de la France et de l'Europe dans la colonne vertébrale des économies d'Afrique noire. L'arrimage du FCFA à l'Euro a pour fondement l'extraversion des capitaux africains dont la gestion par la France infantilise leurs propriétaires. La parité fixe bloque tous ces mécanismes qui font partie de la souveraineté d'un Etat. La parité fixe imposée au FCFA au moment où toutes les autres monnaies sont flottantes est la preuve par neuf que les PAZF ont un avenir volontairement obstrué par l'Europe. Ce qui a inspiré le titre de l'ouvrage d'Ha-Joon Chang : *Kicking away the Ladder*. C'est-à-dire que l'occident a emprunté un chemin et empêche l'Afrique à l'Afrique noire d'emprunter ce chemin à son tour. Face à ce plan ourdi par l'Europe à travers le FCFA, que doivent faire les PAZF pour retrouver la dignité d'antan aujourd'hui perdue de l'Afrique.

Les solutions concrètes pour réaliser effectivement l'essor socio-économique de l'Afrique noire.

Tout laisse croire que l'Afrique doute de la valeur intrinsèque de ses ressortissants bien formés et rompus aux techniques monétaires modernes. Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a dit : « le franc CFA est moralement indéfendable. » Il n'y a qu'à écouter ce que disent les dirigeants français pour comprendre que les Africains qui nous gouvernent actuellement ont un problème mental, sauf s'ils agissent consciemment pour l'occident. Jacques Chirac dans le documentaire *L'Afrique se porte bien déclare* : « Une grande partie de l'argent dans nos poches vient de l'exploitation de l'Afrique. Alors il faut avoir du bon sens et de justice pour rendre aux Africains ce qu'on leur a pris, d'autant que c'est nécessaire si on veut éviter les pires convulsions ou des difficultés dans un proche avenir. » Michel Roussin poursuit : « L'aide française tant sollicitée par les Africains en aucune manière ne peut avoir l'effet déclencheur du développement. » Pompidou disait à Omar Bongo : « La coopération est un cercle vicieux : l'argent rentre par la grande porte et repart en France par la petite porte. » La monnaie n'est pas un sujet technique, mais politique qui touche la souveraineté et l'indépendance d'une nation. Sans monnaie, les PAZF n'ont aucune existence internationale. L'auteur ne passe pas par trente six chemins. Il martèle dans un style percutant que la seule voie est la création de la Monnaie Unique Africaine(MUA). La MUA va démanteler les murailles psychologiques où sont embouteillés les Africains néo colonisés. La MUA va déberliniser le continent noir en unissant ce que Berlin a séparé. Le tutorat monétaire franco-européen accordé aux PAZF infantilise les Africains. Le Traité de Rome dans son préambule se promettait de réaliser l'industrialisation et le développement de l'Afrique Noire. Où en sommes-nous aujourd'hui ? La MUA ne sera mise en œuvre qu'avec une décolonisation mentale, une définition des critères de convergence compatibles avec les réalités africaines et

l'application des solutions politiques. Modibo Keita disait en 1962 ceci : « Point n'est besoin d'être économiste pour savoir que la monnaie au niveau national, est à la fois une garantie de liberté et mieux encore, un instrument de puissance... La monnaie est un outil essentiel de la maîtrise du destin d'un pays. » Les pays CFA qui ont quitté cette monnaie se portent bien : Maroc avec le Dirham, Tunisie avec le dinar tunisien, l'Algérie depuis 1963. Une seule exception : la Guinée Conakry. Et pour cause : La France a torpillé le pays, multipliant sa monnaie et en la déversant dans le pays par les airs. Le paysan allant au champ qui ramasse une liasse d'argent rentre chez lui et ne travaille plus. La conséquence a été l'asphyxie de l'économie de Guinée Conakry et le durcissement du régime d'Ahmed Sékou Touré pour tenter un redressement de la situation. La monnaie Unique Africaine issue d'une décision souveraine des africains devra être une monnaie faible pour amorcer l'accumulation initiale, prélude à l'industrialisation.

Les PAZF sont exclus du commerce Sud-Sud en raison du franc CFA fort. Car la banane camerounaise coutera plus cher sur le marché ghanéen que la banane produite au Nigéria ou au Ghana même. La MUA sera inconvertible, pour freiner la fuite des capitaux. Elle aura un taux flottant, ce qui va permettre de donner des orientations à notre monnaie en fonction des objectifs à atteindre. Elle n'aura pas une parité fixe et sera arrimée à plusieurs monnaies selon les espaces économiques (dollar, euro, yuan, roupie). Elle va permettre l'unification des peuples d'Afrique qui vont enfin commercer entre eux. Le brassage des populations et la circulation des biens n'auront plus d'obstacles engendrés par le FCFA. L'unité politique et l'indépendance ne seront plus un leurre mais une réalité. La Banque Centrale Africaine et les banques commerciales offriront à des jeunes africains des crédits avec des taux d'intérêts très bas. En France, lorsque le taux de croissance est de 0,2%, il y a 30.000 emplois qui sont créés alors qu'on dit que les PAZF sont à 10% de croissance avec un chômage chronique. La MUA sera garanti par le travail du peuple et non par l'or (Allemagne, France). Karl Marx ne disait-il pas déjà que « toutes les marchandises sont les expressions d'une même unité, le travail. » Les entrepreneurs Africains auront enfin de quoi investir, les fils d'Afrique auront du travail, pourront se faire soigner dans des hôpitaux construits à l'aide de nos capitaux et non des prêts du FMI, de la Banque Mondiale ou de la France tirés de la sueur et du sang des peuples d'Afrique. Il n'y aurait plus de dévaluations anarchiques décidées ailleurs. Il faudra mettre fin à la politique du troisième homme, abondamment utilisée par l'occident pour amener les africains à offrir un spectacle hideux en s'entretenant pour des intérêts personnels.

Tout ceci ne se fera qu'avec notre volonté, nous jeunes africains. Nous devons faire valoir notre droit à nous opposer à l'oppression. Il s'agit d'un véritable complot contre le continent africain. Il faut pour cela se décider. Comme le disait Sankara Thomas : « L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. » Et Gandhi d'être plus clair : « A partir du moment où l'esclave prend la décision de s'affranchir, ses chaînes tombent. »

Par Tenkeng Samory, Secrétaire Général du Syndicat des Enseignants du Cameroun pour l'Afrique

Cette note de lecture a été présentée au siège de Action Sociale Africaine à Dschang (Cameroun)